

## **Déclaration de la société civile présentée à la Commission du Développement Social des Nations Unies le 4 février 2009**

Février 2009 est marqué par deux événements importants aux Nations Unies : la 47<sup>e</sup> Session de la Commission du Développement Social (4-13 février 2009) sur le thème de l'intégration sociale et le lancement de la première Journée Mondiale de la Justice Sociale, qui sera désormais célébrée chaque année le 20 février.

La déclaration de la société civile qui a été présentée le 4 février 2009, au début de la rencontre de la Commission du développement social, est un bon exemple de la manière dont le Comité ONG du développement social associe la justice sociale et le développement social. Le texte de la Déclaration a été finalisé lors du Forum de la société civile le 3 février et vous trouverez le texte ci-dessous.

Pour plus d'information sur la Commission du développement social des Nations Unies, voir [www.un.org/esa/socdev/csd/](http://www.un.org/esa/socdev/csd/) . Pour plus d'information sur le Comité ONG pour le développement social, voir <http://ngosocdev.wordpress.com> .

### **47<sup>EME</sup> SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

### **INTEGRATION/INCLUSION SOCIALE VERS DES SOCIETES SOLIDAIRES ET INTERDEPENDANTES Déclaration Du Forum de La Société Civile**

#### **INTRODUCTION**

Peu importe le lieu, il existe partout des groupes marginalisés et vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, qui supportent les conséquences les plus graves des conflits et de l'exclusion sociale. Parmi les personnes particulièrement vulnérables, nous pouvons également citer les minorités ethniques et religieuses, les personnes atteintes de maladies stigmatisées telles que le virus du SIDA, les émigrants, les personnes déplacées intérieurement, les personnes handicapées, les peuples indigènes, la jeunesse et de plus en plus aujourd'hui les personnes âgées. Les personnes qui luttent au quotidien contre les conditions déshumanisantes de la pauvreté extrême et qui constituent la face cachée de la société sont également un groupe marginal important. Toute ces personnes et plus encore font partie de ceux qui n'ont pas accès à l'électricité dans leurs propres communautés et qui n'ont pas le droit de participer à l'élaboration de l'ordre social. De ce point de vue, la nécessité de travailler en faveur de l'intégration sociale prend une dimension éthique et cela ne peut être ignoré.

Notre préoccupation va donc d'abord à la justice sociale, comme étant la base pour l'intégration sociale. La dignité intrinsèque de tous les êtres humains doit être reconnue, ainsi que promue, et cela dans toutes les politiques de développement. Les exclus doivent être intégrés comme partenaires à part entière dans toutes les mesures de développement, les mises en application et les expertises. Le développement social et le développement économique doivent être tournés vers la personne.

La récente crise économique a été pour nous tous comme un rappel à l'ordre. Elle a mis en exergue à quel point il est essentiel de trouver cohérence et équilibre entre les politiques de développement économique

et social. En outre, cette crise nous a montrée de manière significative l'écart qui se creuse entre les riches et les pauvres. La plupart de nos organisations étant fournisseurs de services directs, nous étions aux premières loges de l'impact de la crise sur la population mondiale qui se bat pour survivre. La crise a mis l'accent sur le besoin de protection sociale efficace et universelle afin d'assurer une sécurité de salaire, une pension de retraite, ainsi qu'une assurance médicale. Le dilemme financier a aggravé les crises déjà existantes dans les secteurs de l'alimentation, de l'énergie et du changement climatique. Tout cela continuera à avoir des conséquences dévastatrices pour les groupes déjà marginalisés et vulnérables du monde entier.

L'intégration sociale se doit de réagir à cette réalité. Elle est le moyen de créer une « société pour tous », dans laquelle chaque individu et chaque groupe a accès aux services fondamentaux et a l'opportunité de contribuer au bien commun. En effet, l'intégration sociale mérite la place centrale qui lui est accordée par le Sommet Social Mondial de 1995. Cependant, nous croyons que le concept d'intégration sociale doit être approfondi pour adresser des réalités actuelles. Il devient de plus en plus évident que chaque groupe peut et doit participer pleinement à la vie de la société, tout en préservant l'unicité de leur identité, et cela dans une perspective d'enrichissement mutuel.

## **LES STRATEGIES POUR L'INTEGRATION/INCLUSION SOCIALE**

Notre considération pour l'intégration/inclusion sociale a été enrichie par les idées de nos collaborateurs du monde entier. Notre collaboration sur le sujet nous a rendus plus conscients de la nécessité de renforcer les ONG locales et de les aider dans leur capacité à se construire. Des signes visibles d'espoir que nous souhaiterions partager avec vous émergent au sein de la communauté des ONG. Nous vous proposerons des exemples de pratiques en vigueur et de stratégies afin d'engager le dialogue de cette année sur l'intégration/inclusion sociale.

## **LA SOLUTION EST L'EDUCATION**

Les gouvernements ont la responsabilité d'assurer aux personnes de tous âges leur droit à une éducation universelle de qualité. L'éducation est l'élément clé qui peut être donné aux peuples et par lequel ils peuvent obtenir l'accès à une vie meilleure et l'opportunité de participer à une société plus vaste:

- L'éducation encourage les personnes à développer tout leur potentiel et à préserver leurs droits de l'Homme ;
- L'éducation développe des compétences professionnelles menant à l'indépendance économique, une productivité élevée, une réduction des iniquités sociales et la pauvreté extrême.

Par ailleurs, l'éducation devrait entretenir l'intégration/inclusion sociale en développant des actions d'interdépendance et de nécessité, essentielles au bien-être, à l'équité et aux relations. Ces attitudes sociales encouragent la responsabilité pour le bien commun et les tentatives de coopération afin de régler les conflits.

### **Les pratiques en vigueur**

Les nouvelles technologies et les initiatives permettent une éducation de haute qualité, plus abordable et accessible d'un point de vue financier. Nous pouvons prendre en exemple le Consortium de logiciel éducatif libre, une collaboration mondiale de plus de 200 établissements d'enseignement supérieur qui a créé une large base de matériel éducatif libre et gratuit sur internet. Ses fichiers contiennent plus de 3 263 cours dans plusieurs matières, provenant de 38 sources et de 4 langues.

Un second exemple est Curriki, une communauté d'éducateurs qui travaillent ensemble pour créer des programmes de haute qualité (de la maternelle jusqu'au lycée) qui serviront à des enseignants et à des élèves dans le monde entier. Curriki a déjà plus de 2000 ressources en ligne.

## **L' ANALYSE SYSTEMIQUE POUR UN DEVELOPPEMENT BASE SUR LES GENS**

L'intégration/inclusion sociale est impossible sans une analyse systémique qui permet d'identifier les causes à l'origine de la marginalisation et de l'exclusion. Les signes de l'exclusion sociale qui invitent à une analyse plus détaillée, si nous tenons à identifier la racine du problème, sont : les formes de discrimination arbitraire, le fossé entre riches et pauvres, l'extrémisme, le chômage structurel dû à la mondialisation, le manque de filets de sécurité, la violence et la dégradation de l'environnement. L'analyse systémique, étape essentielle vers la transformation des systèmes économiques et sociaux, devrait tout d'abord examiner les besoins des minorités. Une telle analyse a le plus de rendement là où l'on trouve des partenariats solides qui impliquent tous les intervenants, y compris ceux actuellement marginalisés.

Si l'analyse systémique doit mener à l'intégration/inclusion sociale, alors les solutions qu'elle suggère doivent être liées au développement économique et social ainsi qu'au soin de l'environnement. Elle doit éviter les écueils des modèles de développement actuels qui ont recours à une structure économique basée sur le marché et qui ne mesurent que les profits directs, ignorant souvent le coût humain et écologique. Tout au contraire, les solutions systémiques doivent mener à une économie de solidarité (ou économie sociale). Si nous voulons obtenir l'intégration sociale, il nous faut un modèle social où tout emploi est reconnu et validé y compris l'emploi informel et non-rémunéré. De tels modèles sociaux comprenant l'emploi bienséant, les pratiques viables et le profit soutiendront ceux à la recherche de protection de la dignité humaine et de l'accès aux besoins fondamentaux. L'analyse systémique est un outil important qui nous porte vers un développement centré sur la personne, tout en harmonisant les objectifs sociaux et économiques.

## **PARTICIPATION PLUS GENERALE**

Tous ceux concernés par une décision doivent participer à son développement, à sa mise en place, et à son évaluation. Le principe selon lequel « chacun a une voix » s'applique aussi bien au niveau global que local. Si nous revenons à la crise financière globale, nous pouvons constater que le sentiment étroit qui a créé le problème ne peut pas le résoudre. Un groupe exclusif de nations ne suffit plus en ce qui concerne la discussion de problèmes économiques qui ont des conséquences visibles sur le monde entier. Un débat continu comprend maintenant toutes les nations, et non seulement toutes les nations mais aussi les intérêts des peuples de toutes les nations. Ce développement reflète le principe universel suivant : « ceux concernés par une décision se doivent de jouer un rôle dans la discussion et la recherche de solutions ». La crise économique nous a démontré que tout système qui ne place pas le peuple au premier plan est voué à l'échec à long terme.

### **Pratiques en vigueur**

Le document récemment produit par l'organisation ATD Fourth World intitulé « De la Rhétorique à l'Action » fait un résumé des méthodes efficaces pour ceux qui vivent dans la pauvreté dans le but de participer sérieusement grâce à des consultations, des conférences et des séminaires dans lesquels ces personnes peuvent se prononcer sur leur expérience ainsi que contribuer au développement de politiques plus efficaces. Le développement des connaissances décrites dans l'index du document ont déjà été adoptées pour préparer les individus qui vivent en dessous du seuil pauvreté à participer aux événements de l'ONU.

L'exemple d'une entreprise à petite échelle qui met le peuple au devant, est illustré dans les Systèmes d'Eau Potable Rurale et dans le projet Sante/Hygiène Charlas des hauts plateaux des Andes de Bolivie. Ce projet favorisé par le Bureau d'Intérêt Global Maryknoll illustre comment les membres d'une communauté ont collaboré avec une ONG pour se procurer de l'eau potable saine et améliorer leur hygiène de base. Des aides ont permis aux habitants d'enrichir leur qualité de vie en utilisant des techniques d'organisation connues et des valeurs autochtones qui ont mises l'accent sur l'accord et la communauté.

L'exemple de création d'une culture de l'inclusion qui commence au niveau de la famille et de la communauté est illustré par les assemblées de quartier, une initiative tripartite du Sud de l'Inde. Les assemblées, qui consistent d'environ trente familles voisines et leurs fédérations à différents niveaux, fournissent un processus qui établit une inclusion universelle, imaginant un monde où les personnes ont le contrôle des processus de direction et peuvent ainsi assurer leur bien-être et leur dignité ([www.kudambashree.org](http://www.kudambashree.org) ; [www.ncnworld.org](http://www.ncnworld.org) ). Les forums sont assez petits pour permettre à ceux ayant le moins de pouvoir de s'exprimer et en même temps assez grands pour qu'ils perdurent. Ainsi combinés, ils peuvent mener au bien-être total pour tous.

## CONCLUSION

Nous témoignons notre gratitude et apportons notre plus grand soutien à l'adoption de la question de l'*Intégration Sociale* par la 46<sup>ème</sup> session de la Commission du Développement Social (d'une durée de deux ans). Nous espérons que notre collaboration améliorera l'efficacité et l'influence transformative de l'inclusion sociale. Nous en profiterons pour mettre en avant l'expérience de nos organisations dans ce domaine, ainsi que celle d'un panel d'acteurs de la société civile aussi large que possible, afin de faire avancer l'intégration sociale.

Nous étudierons les 'pratiques efficaces' d'intégration / inclusion sociale afin de suggérer des lignes politiques qui nous aideront à obtenir le développement social pour tous. Nous soulignons qu'il faut joindre l'action à la parole. Nous devons trouver des manières d'intégrer les principes de participation ouverte, de transparence et de responsabilité dans nos politiques de développement. En ces temps de stress qui augmente et devient presque insupportable pour tant de gens, un accroissement du développement social et d'intégration / inclusion sociale est indispensable si nous voulons éviter les rejets violents et les bouleversements de structures actuelles.

Afin de déterminer le niveau de progrès de la promotion de l'intégration sociale, nous recommandons le développement de points de référence et d'indicateurs concrets qui peuvent évaluer les niveaux d'inclusion, de participation et de justice sociale au sein de chaque État. Un tel index qui mesure également la qualité des relations sociales dans une société pourra être incorporé dans les rapports sur le développement humain. Ces mesures sociales, ainsi que les indicateurs économiques, donneront une image plus complète de notre progrès social.

Le défi qui nous attend est de transformer les forces de la mondialisation en une nouvelle éthique mondiale basée sur l'unité et la diversité afin que tous jouissent des droits de l'Homme. Cela est aussi une opportunité que nous devons saisir. Nous devons avancer vers une mondialisation intégrée où tout le monde participe à l'élaboration de décisions et structures qui influent sur leur vie et où tous ont assez pour subvenir à leurs propres besoins et contribuent au bien-être des autres. On aurait alors à faire à une véritable société ouverte et qui réaliserait l'un des principaux buts de la Charte des Nations Unies, c'est à dire: « favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. »